

## Décision n°2022-034

Portant autorisation de prélèvements de flore et de fonge dans le cœur du Parc national de forêts

**Pétitionnaire :** Guillaume BILLOD – CBN BP – Délégation Champagne-Ardenne – Antenne d'Auberive

**Localisation du projet :** Cœur du Parc national

**Nature de la demande :** Réalisation d'opérations d'inventaires et de prélèvements liés aux missions du conservatoire botanique national du Bassin parisien

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national de forêts

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L331-4-1, L.331-26, R-331-19-2 et R.331-65 ;

**Vu** le décret n°2019-1132 du 6 novembre 2019 créant le Parc national de forêts et approuvant sa charte ;

**Vu** la charte du Parc national de forêts fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses modalités 2 et 33 relatives à l'atteinte aux patrimoines et à l'accès, circulation et stationnement des véhicules, des personnes et des animaux domestiques ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 décembre 2020 portant nomination de Philippe PUYDARRIEUX comme directeur de l'établissement public du Parc national de forêts à compter du 1er janvier 2021 ;

**Vu** la demande formulée le 10 mars 2022 par Guillaume BILLOD de poursuivre les activités du CBN BP dans le cœur du Parc national, comprenant notamment des suivis d'espèces à enjeu ainsi que des inventaires de bryoflore et de lichen, pouvant générer les prélèvements de végétaux ou partie de végétaux pour leur détermination en laboratoire ou mise en herbier, ou encore des prélèvements de graines à des fins conservatoires ;

**Vu** la délibération n°CS-2022-027 du conseil scientifique du 3 mai 2022 rendant un avis favorable, avec notamment les prescriptions dont il est assorti ;

**Considérant** la nécessité d'encadrer les inventaires et les prélèvements de végétaux non cultivés pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

**Considérant** la compatibilité de cette demande avec la finalité du Parc national d'améliorer la connaissance de ses patrimoines ;

## DÉCIDE

### Article 1 : Objet

Le personnel du Conservatoire botanique national du Bassin parisien (CBN BP), placé sous la responsabilité de M. François DEHONDT pour la délégation Champagne-Ardenne et de M. Olivier BARDET pour la délégation Bourgogne, est autorisé à réaliser des prélèvements de flore et de fonge dans le cadre de ses missions dans le cœur du Parc national, sous réserve du respect des prescriptions énoncées à l'article 2.

### Article 2 : Prescriptions

- La présente autorisation est délivrée dans les conditions suivantes, à savoir des :
  - Inventaires de flore et de lichen avec cueillette éventuelle pour détermination ultérieure ou mise en herbier, réalisés dans le cadre des missions du CBN BP ;
  - Prélèvement de graines à des fins conservatoires.
- Dans les cas de cueillette, la quantité des échantillons collectés sera réduite au minimum nécessaire à la bonne détermination a posteriori des espèces.  
Pour la flore, il est rappelé qu'en plus des espèces déjà protégées nationalement ou conjointement sur les deux territoires de Bourgogne et de Champagne-Ardenne, il est interdit de cueillir dans le cœur du parc national l'ensemble des espèces listées en annexe 3 du livret 3 de la charte du Parc national. Le prélèvement d'un individu d'une de ces espèces dans le cadre d'un inventaire n'est possible que s'il est indispensable à sa détermination et s'il ne porte pas atteinte au risque de survie de la population sur son lieu de prélèvement, et uniquement si l'espèce n'est pas protégée dans la région où elle est prélevée.
- Pour éviter la propagation de pathogènes, les outils, instruments et les équipements des opérateurs en contact avec le milieu aquatique doivent être nettoyés et soigneusement désinfectés avant puis après chaque opération. L'utilisation de produits désinfectants non toxiques efficaces sur les virus, bactéries et champignons (ammonium quaternaire...) aux doses recommandées suivie d'un rinçage est préconisée.
- Les personnes autorisées veilleront à réduire au maximum le dérangement, notamment sur la faune environnante.  
La circulation de véhicules et le stationnement se feront uniquement sur les pistes et voies existantes, et dans tous les cas en prenant toutes les précautions utiles pour réduire l'impact sur la flore et les milieux naturels. Les inventaires se feront dans ce même respect des patrimoines du cœur, en limitant au maximum le piétinement.
- La présente autorisation ne couvre pas la réalisation d'éventuels inventaires sur le périmètre de la réserve intégrale du Parc national qui le cas échéant, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation distincte.
- Toute publication utilisant des relevés réalisés dans le cœur du Parc national devra mentionner le Parc national de forêts et être partagée avec l'établissement public dans la limite des droits de diffusion accordés par la maîtrise d'ouvrage.
- Les données brutes des inventaires seront dans la mesure du possible également mises à disposition du Parc national dans l'année qui suit la fin de la présente autorisation, soit par transmission directe, soit par un accès à une base de données. Le Parc national se réserve la possibilité d'utiliser ces données dans le cadre de ses missions d'amélioration de la connaissance et de protection de ses patrimoines et dans le respect de la propriété intellectuelle (au minimum en cas de publication : citation de l'auteur de la donnée. Il revient au pétitionnaire de mentionner l'existence d'autres restrictions éventuelles au moment de la transmission des données : par exemple utilisation des données strictement en interne au Parc national en attente de parution d'un article valorisant ces données, établissement d'une convention d'échanges...).

- Un court rapport d'activités résumant l'ensemble des inventaires réalisés (nombre, périodes, lieux...) dans le cœur du Parc national sera également transmis à l'établissement public dans le trimestre qui suit la fin de l'autorisation.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2022.

### **Article 4 : Autres obligations et droits des tiers**

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par d'autres législations.

### **Article 5 : Modalités de contrôle et sanctions**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national de forêts ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Le non-respect de la présente décision, ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national de forêts, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 6 : Publicité**

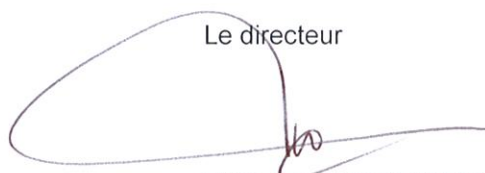
La présente décision sera notifiée au pétitionnaire et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement (<http://www.forets-parcnational.fr/fr/raa>) dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R.331-35 du code de l'environnement.

La présente décision sera également communiquée aux services chargés de police au titre du code de l'environnement et du code forestier (ONF, OFB).

### **Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

À Arc-en-Barrois, le 18 mai 2022

Le directeur  
  
Philippe PUYDARRIEUX